

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

FORCE PROBANTE D'UNE EXPERTISE

DIDIER KRAJESKI

Référence de publication : LEDA févr. 2018, n° 111a1, p. 4

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

Pour établir le montant des pertes d'exploitation, les juges du fond ne peuvent se fonder exclusivement sur une expertise non judiciaire réalisée à la demande de l'une des parties.

Cass. 2e civ., 14 déc. 2017, no 16-24305, ECLI:FR:CCASS:2017:C201611

Un local commercial est endommagé par un dégât des eaux consécutif à des travaux se déroulant sur le local du dessus. En particulier, des pertes d'exploitation vont naître de ce dommage. La discussion des parties, dans le présent litige, porte notamment sur la façon d'établir ces pertes et plus précisément sur la portée que les juges du fond vont donner aux éléments produits par les parties. En l'occurrence, l'assuré fonde sa demande d'indemnisation sur un « rapport d'expertise comptable parfaitement détaillé établi à partir de bilans des exercices précédents le sinistre ». Sur l'objet de la preuve, il n'y a rien à contester. Il appartient, en effet, à l'assuré de prouver l'étendue des pertes au moment du sinistre. S'agissant de pertes d'exploitation, il s'agit d'établir la perte de résultat de l'activité afin qu'elle soit compensée.

Ce qui est évidemment discuté est la force probante du rapport soumis aux juges du fond. En l'espèce, la décision fait droit à la demande de l'assuré et la motivation des juges ne se réfère qu'au rapport. Elle est cassée au visa de l'article 16 du Code de procédure civile. La solution comporte une motivation reproduisant la formule figurant dans un arrêt rendu en chambres mixtes le 28 septembre 2012 (Cass. ch. mixte., 28 sept. 2012, n° 11-18710, RGDA 2013, p. 227, note Schulz R. ; Procédures 2012, 320, obs. Perrot R.). Ce dernier a fixé la valeur des rapports d'expertise amiable. Selon la Cour de cassation, un tel rapport doit être pris en considération lorsqu'il est soumis au juge. Il doit évidemment être soumis à la discussion des parties. Néanmoins, le juge ne peut fonder sa décision sur ce seul élément. Le fait qu'il soit justement soumis à la discussion des parties n'est pas suffisant. Depuis que l'arrêt a été rendu, un nombre assez conséquent de décisions sont intervenues dans lesquelles la Cour de cassation contrôle le respect du principe adopté dans les chambres mixtes (Cass. 2e civ., 7 févr. 2013, n° 11-23239 et Cass. 2e civ., 2 mars 2017, n° 16-13337). Notre arrêt s'inscrit dans ce courant.

La chambre commerciale de la Cour de cassation a adopté une position un peu plus subtile. Elle considère que la jurisprudence des chambres mixtes n'a pas vocation à s'appliquer si l'expertise amiable est établie contradictoirement (Cass. com., 19 nov. 2013, n° 12-20143, RGDA fév. 2014, n° 110g5, p. 129, note Schulz R. ; Cass. com., 5 juill. 2017, n° 15-27397).